

# LES CONSÉQUENCES DU CHANGEMENT CLIMATIQUE



[Changement climatique](#) \ [Les conséquences du changement climatique](#)

## Changement climatique : quel impact sur l'emploi ?

**Qu'il soit atténué ou aggravé, le réchauffement climatique impactera le marché de l'emploi européen. Quels sont donc les secteurs menacés ? Qui pourra en tirer profit ?**

Les 22 et 23 juin derniers, la Commission européenne organisait le Forum « *Restructurations : Impact du changement climatique sur l'emploi* », rassemblant plus de 300 décideurs politiques, représentants syndicaux et experts. L'occasion pour eux d'évaluer les conséquences du réchauffement climatique sur l'emploi européen, et de déterminer les secteurs les plus menacés, ceux qui profiteront de cette nouvelle donne internationale, et ceux, nombreux, qui auront inévitablement à s'adapter.

En ouverture du forum, Vladimir Špilda, commissaire chargé de l'Emploi, des Affaires sociales et de l'Égalité des chances, annonce clairement la couleur : « *Ne nous voilons pas la face, la transition vers une économie sobre en carbone, même si elle est positive, s'accompagnera d'ajustements, notamment sur le front de l'emploi, qui pourraient être douloureux, au moins à court et moyen termes.* » Un constat dressé depuis déjà quelques années, notamment par la Commission européenne et la Confédération Européenne des Syndicats, suite à une étude menée conjointement avec le cabinet Syndex. Parus en mai 2007, leurs travaux présageaient déjà « *d'importants effets de redistribution entre secteurs et entre pays, même dans les cas des scénarios optimistes basés sur un réchauffement mondial de 2°C.* » L'impact serait ainsi plus négatif en Europe méridionale qu'au nord du continent, et toucherait davantage les secteurs primaires, tels que l'agriculture, la foresterie, ou encore la pêche. Le tourisme subirait également une forte secousse, notamment via la baisse d'activité des stations de sports d'hiver à basse et moyenne altitudes, entraînant des conséquences néfastes sur l'emploi local. De son côté, l'industrie des assurances risque de souffrir du coût croissant des dommages, et de le reporter sur les autres secteurs économiques. Sans compter les révisions inéluctables de l'aménagement du territoire européen, qui impacteront forcément le marché de l'emploi.

### Automobile et énergies fossiles touchées

Outre les conséquences directes, celle des politiques de lutte contre le réchauffement seront tout aussi fatales pour certains secteurs. Premier en ligne de mire : l'industrie de la sidérurgie, qui pourrait subir d'ici 2030 des pertes de l'ordre de 50 000 emplois sur les 350 000 pour l'ensemble de l'Union Européenne. Le déclin dans la filière automobile pourrait quant à lui atteindre les 60% de réduction d'effectifs, sans même tenir compte des effets de la crise économique. Et du côté de la filière charbon, la moitié des emplois semblent voués à disparaître. Le WWF envisage pour sa part une perte de 107 000 emplois dans l'automobile et 138 000 dans le secteur de l'énergie européen d'ici 2020.

### L'emploi comme argument des politiques environnementales

Pour autant, les emplois créés dans les secteurs émergents pourraient équilibrer la balance. Selon une étude de la Commission européenne publiée le 2 juin dernier, « *si l'objectif de 20% d'énergies renouvelables dans la consommation énergétique européenne est atteint en 2020, il pourrait générer environ 2,8 millions d'emplois (contre 1,4 million en 2005), et créer une valeur ajoutée totale d'environ 1,1 % du PIB.* » D'autant que la croissance verte est de plus en plus perçue comme une réponse potentielle à la crise économique. Alain Mestre, consultant chez Syndex, prépare actuellement la suite de l'étude parue en 2007. « *Cette fois-ci, ce n'est plus la direction générale chargée de l'environnement à la Commission européenne qui commande l'étude, mais celle chargée de l'emploi. A l'époque, beaucoup d'acteurs économiques traînaient la patte en matière d'environnement. Aujourd'hui, on n'est plus du tout sur ce même modèle : ils sont dans l'action.* » Pour preuve, le texte « pré-Copenhague », rédigé par Yvo de Boer, secrétaire exécutif de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui consacre une dizaine de lignes à la dimension socio-économique de l'adaptation au changement climatique. « *C'était inespéré ! C'est le fruit de 10 ans de lobbying par les ONG et les syndicats.* »

### Les syndicats intégrés aux prises de décisions

Alain Mestre note également une évolution marquée dans l'intégration des syndicats autour de la table des négociations. « *Cela dépend des pays. La France part de très loin, mais le Grenelle a amorcé un tournant. Aujourd'hui, on trouve par exemple un syndicaliste CFDT, Jean-Pierre Bompard, au sein du Conseil économique du développement durable. En Espagne, pays souvent cité en exemple, un accord État-Patronat-Syndicats a été signé dans le cadre du Plan Climat.* » Mais, ajoute-t-il, « *la Belgique est pour sa part le seul pays où syndicats et ONG participent aux négociations, au suivi et à la mise en œuvre des mécanismes de développement propre. Et ils ont le droit de véto !* »

Anne Farthouat

Mis en ligne le : 17/07/2009

© 2009 Novethic - Tous droits réservés

## INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

**ARTICLES SUR LE MÊME THÈME**

[Des millions d'emplois verts à créer \(26/09/2008\)](#)